

Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale, Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques & Dalloz, 1992, 249 p.

Jean-François Thibault

Numéro 26, automne 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040362ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040362ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1189-9565 (imprimé)

1918-6592 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Thibault, J.-F. (1994). Compte rendu de [*Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques & Dalloz, 1992, 249 p.] *Revue québécoise de science politique*, (26), 198–201.
<https://doi.org/10.7202/040362ar>

Le retournement du monde

Sociologie de la scène internationale.

Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques & Dalloz, 1992, 249 pages.

Issu d'un enseignement donné à l'Institut d'études politiques de Paris, cet ouvrage de Bertrand Badie et de Marie-Claude Smouts s'articule autour de la crise de l'État-nation et de la multiplicité des flux qui y échappent désormais. Il offre une réflexion dont l'ambition avouée est d'offrir aux étudiants avancés «un fil conducteur à travers le labyrinthe de faits et d'approches concurrentes ..., un cadre d'analyse leur permettant d'ordonner la multitude d'informations les assaillant chaque jour» (p. 11).

C'est la crise de l'État-nation qui constitue, pour Badie et Smouts, l'événement majeur permettant de relier ensemble et de donner un sens à un grand nombre de phénomènes. Aussi, l'hypothèse d'un ordre international qui ne savait exister que par «l'intervention volontaire des États» (p. 12) ne tiendrait plus aujourd'hui. Deux phénomènes majeurs, qui témoignent ici de l'irruption des sociétés, illustrent pour Badie et Smouts «l'ambiguïté des situations» et viennent clairement souligner «l'incertitude des concepts» (p. 12). D'une part, l'éclatement culturel, d'autre part, la montée des flux transnationaux qui participent tous deux de cette double crise – de l'universalité et de la souveraineté – qui menace aujourd'hui directement l'État-nation et dont les conséquences signifient, selon les auteurs, une véritable transformation des relations internationales. Ces deux phénomènes constituent le thème de la première partie de l'ouvrage.

La crise de l'universalisme étatique s'illustre plus particulièrement par l'apparition, sur le devant de la scène internationale, d'une multiplicité de rationalités concurrentes qui, sur des bases culturelles, organisent désormais le

comportement des acteurs détenteurs de pouvoir ou, plus simplement, des acteurs mobilisables (p. 26). Le phénomène est particulièrement significatif et entraînant, pour l'étude des relations internationales, une nécessaire reformulation de ce que Badie et Smouts nomment les catégories fondamentales du jeu international (p. 27). Ainsi celles de nation et de nationalisme en sont deux qui ne peuvent plus être réduites, aujourd'hui, à une dynamique de stabilisation qui conduirait, ultimement, à leur cristallisation au sein d'une entité étatique. Bien plutôt, ces catégories renverraient désormais à une rationalité de combat, essentiellement transitoire et fort probablement incapable «de se *fixer* dans un ordre politique international» (p. 45).

Cette crise de l'universalisme, qui renvoie à un éclatement tous azimuts des allégeances, se double par ailleurs d'une crise de la souveraineté. Ainsi, les multiples identifications supranationales et mobilisations micro-communautaires entraînent cette fois une crise qui s'illustre par l'émergence de relations se construisant dans «l'espace mondial» et échappant, en tout ou en partie, «au contrôle ou à l'action médiatrice des États» (p. 70). Ces flux transnationaux, qui correspondent à des réalités complexes et particulièrement variées, «ne trouvent leur unité que dans leur fonction de contournement de l'État» (p. 84). Cette logique d'évitement peut être le fruit de la structuration des espaces économiques, — la situation est bien connue —, mais elle peut aussi refléter une agrégation de décisions et de choix individuels qui respectent une rationalité d'entreprise. Que ces flux soient culturels et artistiques ou encore technologiques et médiatiques, leur efficacité variable tend généralement à «favoriser l'éclatement des collectivités nationales» (p. 95). Enfin, hors de ces logiques organisées et accentuant plus encore cette crise de la souveraineté, les mouvements migratoires (Nord/Sud mais aussi Sud/Sud) et la dissémination de la violence (guérilla armée, rébellion, terrorisme) participent aussi directement à ce contournement de l'État.

À cette grande ambiguïté des situations correspondrait, selon Badie et Smouts, une perte des repères collectifs; c'est le thème de la deuxième partie de l'ouvrage. Ce nouvel

«espace sans frontière» (p. 113) aurait ainsi entraîné une incertitude des concepts qui ne sauraient désormais plus suffire à la tâche essentielle «de repérer de façon certaine les unités constitutives de la société mondiale et les règles organisant leurs relations» (p. 114). Dès lors les anomies de la société mondiale, — qu'illustrent les défaillances des modes de régulation internationale —, conduisent de plus en plus fréquemment à sérieusement ébranler les diverses théories. Les incertitudes entourant le concept de puissance, les faiblesses de l'approche systémique, les doutes qui assaillent l'étude des conflits, tout concourt à illustrer l'incapacité de la théorie des relations internationales à rendre compte de «l'explosion du système» (p. 145). Nulle surprise donc à ce que de tels bouleversements de la scène internationale commandent une recomposition des savoirs et des pratiques. C'est le thème de la troisième partie de l'ouvrage.

À cet égard, si la notion d'intégration politico-économique est souvent avancée par les observateurs lorsque vient le moment de penser cette recomposition, les vertus positives qui lui sont généralement associées créent de plus, selon Badie et Smouts, des conditions encourageant l'exclusion «en rejetant à la périphérie tous ceux qui n'ont pas la capacité de s'insérer dans les réseaux internationaux». Ainsi, à la création d'un système international de plus en plus unifié correspondrait un effet pervers d'exclusion conduisant à la marginalisation de certains États et de certaines populations.

En situant leur sociologie de la scène internationale dans la perspective d'une crise de l'État-nation et des tensions qui l'animent, Badie et Smouts proposent une analyse à deux tranchants, théorique et empirique, qui s'éclairent l'un l'autre et qui sollicitent nombre de questions cruciales qui ne concernent pas seulement l'objet d'étude, mais la discipline des relations internationales elle-même. La crise que vit l'État signifie-t-elle sa fin, sa disparition prochaine? Si oui, au profit de quelle structure? Si non, sur quoi se fonde désormais sa légitimité? La discipline a-t-elle encore un objet d'étude autonome, non réductible à l'une ou l'autre des diverses sciences sociales concurrentes? Qu'en est-il par ailleurs de cette diffusion du pouvoir? Plus précisément, quelles formes

emprunte cette diffusion? Comment se forme-t-elle? Comment altère-t-elle certaines configurations historiques? Si ces questions ne sont pas clairement exprimées par Badie et Smouts, nul doute qu'elles surgiront à l'esprit du lecteur.

Jean-François Thibault
Université du Québec à Montréal